

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 819<sup>e</sup>  
SÉANCE**

Lundi 29 octobre 1962,  
à 10 h 50

**NEW YORK**

**SOMMAIRE**

Points 12, 34, 35, 36, 37, 39 et 84 de l'ordre du jour:

Rapport du Conseil économique et social (chap. I à III, V et VI) [suite]

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (suite)  
Développement économique des pays sous-développés (suite):

- a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique vers les pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général;
- b) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies: rapport du Comité constitué aux termes de la résolution 1521 (XV) de l'Assemblée générale;
- c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation;
- d) Projections à long terme des tendances de l'économie mondiale: rapport d'activité établi par le Secrétaire général;
- e) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général;
- f) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales

Question de la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce (suite)

Mesures internationales destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base (suite)

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite)

Déclaration du Caire des pays en voie de développement (suite)

Discussion générale (suite) . . . . . 169

**Président:** M. Bohdan LEWANDOWSKI  
(Pologne).

**POINTS 12, 34, 35, 36, 37, 39 ET 84  
DE L'ORDRE DU JOUR**

Rapport du Conseil économique et social (chap. I à III, V et VI) [A/5203] (suite)

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (A/5194, E/3613, E/3613/Add.1, E/3613/Add.2 et 3, E/3658, E/3664, E/3674) [suite]

Développement économique des pays sous-développés (A/5220) [suite]:

Page

- a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique vers les pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général (A/5195);
- b) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies: rapport du Comité constitué aux termes de la résolution 1521 (XV) de l'Assemblée générale (E/3654);
- c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation (A/C.2/L.649, E/3600/Rev.1, E/3656, E/3656/Add.1);
- d) Projections à long terme des tendances de l'économie mondiale: rapport d'activité établi par le Secrétaire général (E/3628, E/3629, E/3661, E/3668);
- e) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (E/3603);
- f) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales (A/5196, E/3643)

Question de la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce (A/5221, A/C.2/214, A/C.2/L.645, A/C.2/L.648 et Corr.1 et Add.1, E/3631 et Add.1 à 4) [suite]

Mesures internationales destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base (A/5221, E/3447, E/3644, E/CN.13/43, E/CN.13/45) [suite]

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (A/4905, A/5060, A/5225, A/AC.97/5/Rev.2, E/3511, E/L.914, E/L.915, E/L.918, E/L.919, E/SR.1177 à E/SR.1179, E/SR.1181) [suite]

Déclaration du Caire des pays en voie de développement (A/5162) [suite]

**DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)**

1. M. PINTO (Portugal) souligne la nécessité d'examiner la nature de la coopération internationale et les formes qu'elle est susceptible de prendre dans le monde moderne. La coopération économique internationale suppose la formulation et l'acceptation de certaines "règles" et de certains objectifs communs, ainsi que l'existence de divers organes chargés d'assurer le respect de ces règles ou de gérer les stocks mis en commun, par exemple les stocks monétaires. Tous ces éléments existaient avant la seconde guerre mondiale, mais, au cours de la période d'après guerre, on a constaté que les principes qui régissaient antérieurement l'économie mondiale n'étaient plus automatiquement applicables. Les nouveaux facteurs dont il fallait tenir compte étaient, d'une part, l'existence de systèmes économiques différents et, d'autre part, le sous-développement. Le premier de ces facteurs mettait en cause les fondements des règles et le second soulevait des doutes quant à l'efficacité du système classique.

2. On a adopté une attitude pragmatique: les pays qui avaient le même système économique ont adopté des règles analogues, l'économie nord-américaine jouant le rôle dominant. Ceci a conduit, tant au sein des Nations Unies qu'en dehors de l'Organisation, à la création d'organes de coopération internationale dont le but était la reconstruction économique et le commerce multilatéral dans la plus grande liberté possible. Les moyens adoptés pour atteindre ces objectifs étaient la coopération régionale — notamment en Europe — et l'aide fournie par l'économie nord-américaine. Toutefois, la situation a évolué rapidement et il est bientôt devenu évident que la structure traditionnelle de la coopération internationale était en grande partie inefficace. Les problèmes créés par la pluralité des idéologies et les grandes inégalités sur le plan économique ont ouvert au monde deux voies possibles en matière de coopération: la coopération sur une base mondiale ou la coopération sur une base nationale. Une combinaison des deux méthodes a engendré la tendance à l'intégration régionale; étant donné les obstacles à la coopération universelle, créés par la disparité des conditions dans l'ensemble du monde, cette dernière solution semble être jusqu'à présent la plus constructive.

3. Il existe deux groupes de mesures pouvant être appliquées pour atteindre l'objectif d'ensemble. Pour la croissance et le développement, les transferts de capitaux et de techniques, la stabilisation à long terme des prix des produits primaires et la coordination de l'aide internationale et du développement national sont nécessaires. Pour la stabilisation, on a déjà envisagé différentes mesures, notamment la création de mécanismes monétaires, tel le FMI, la stabilisation des prix des produits primaires et la coordination des politiques économiques nationales. Ces deux dernières mesures n'ont guère eu de succès, sauf peut-être en Europe sur le plan régional. En outre, l'efficacité limitée du FMI et le mécontentement que suscitent les transferts actuels de capitaux et de techniques sont bien connus.

4. On peut donc se demander si l'ONU sera en mesure d'assumer le rôle auparavant dévolu aux économies dominantes. Le système traditionnel ne peut plus fonctionner à l'échelle mondiale étant donné l'existence de plusieurs pôles de puissance, aussi bien que de plusieurs systèmes économiques, et les organes de coopération qui ont été établis — surtout grâce aux efforts des puissances industrialisées — ne tiennent pas assez compte des différences idéologiques et des inégalités économiques actuelles. La coopération peut être assurée si l'on appliquait des règles communes ou bien si une puissance dominante imposait une règle unique; toutefois, les divergences qui divisent le monde semblent, pour le moment tout au moins, exclure la première de ces méthodes pour des raisons d'ordre pratique et, s'il est concevable qu'une organisation mondiale puisse s'élever au-dessus de ces divergences et imposer une règle unique, on peut douter qu'une telle règle soit universellement acceptée. Il y a un mouvement d'opinion considérable en faveur de la thèse selon laquelle il faut aider les pays en voie de développement et combler l'écart entre nations riches et nations pauvres; mais les intérêts particuliers, tant privés que nationaux, entravent encore toute action concertée efficace. N'y a-t-il donc aucune solution? Pour l'instant, seule une solution partielle — le renforcement de la coopération régionale — apparaît comme possible.

5. L'étude des plans et des propositions relatifs à la Décennie des Nations Unies pour le développement indique que, dans le passé, il aurait peut-être été possible d'utiliser davantage les rouages des Nations Unies pour favoriser le développement économique des pays sous-développés; il est toutefois encourageant de noter que l'Organisation elle-même est en train de mettre au point ses propres méthodes à cette fin. La Décennie représente, en fait, une magnifique occasion de rationaliser et d'améliorer l'action des Nations Unies.

6. Il devient de plus en plus évident qu'il faut accorder une attention croissante à l'aspect social des politiques de développement. Si l'on ne tient pas compte du facteur humain dans le développement, la déception risque d'augmenter plus rapidement que les revenus. Le pays qui ne mobilise pas convenablement ses ressources pour son développement impose un fardeau plus lourd aux autres nations qui gèrent plus rationnellement leurs propres ressources.

7. Le courant de l'assistance ne pourra jamais être très régulier tant qu'il restera à la merci des exigences variables de la diplomatie bilatérale, et l'on obtiendrait peut-être de meilleurs résultats en chargeant une organisation multilatérale de fournir cette assistance. Mais la politique d'une telle organisation pourrait se ressentir des changements de majorité et l'on ne parviendrait donc pas forcément à assurer une plus grande continuité. Indépendamment de l'origine ou des modalités d'octroi de l'assistance, les pays bénéficiaires doivent veiller, avant tout, à ce qu'elle soit utilisée au mieux des intérêts nationaux.

8. L'établissement d'un ordre de priorité objectif et l'élaboration de projets rentables exigent une bonne programmation et se heurtent aux difficultés qu'implique la diversité des conditions, des structures et des comportements dans les différents pays en voie de développement. La création du Centre des projections et de la programmation économiques et les travaux de certaines commissions régionales ont joué un rôle utile, mais la délégation portugaise estime que l'Organisation des Nations Unies n'accorde pas suffisamment d'attention à la nécessité de créer un lieu de rencontre où les pays pourraient échanger des données d'expérience et qui permettrait aux économistes de reviser leurs théories et de perfectionner les techniques actuelles du développement. Les travaux actuels en matière d'économie théorique et appliquée reposent essentiellement sur les opinions et conclusions d'économistes appartenant aux pays anglo-saxons industrialisés. Certains économistes européens et latino-américains ont récemment adopté une optique moins conformiste et plus pénétrante, mais il est nécessaire d'envisager la contribution possible des économistes des pays sous-développés eux-mêmes, qui pourraient faire partager les connaissances acquises au contact des difficultés rencontrées par leurs propres pays. Il y aurait aussi grand intérêt à établir une liaison entre l'Organisation des Nations Unies, d'une part, et les centres de recherche et les universités, d'autre part. L'Organisation ne doit pas s'intéresser uniquement à des projets concrets; il lui faut participer également à l'étude générale du développement économique.

9. La décision de décentraliser les activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et de renforcer les commissions économiques régionales constitue une heureuse initiative. Le cadre régional est le seul où la coopération

semble porter ses fruits, et il n'est pas exclu que la coopération à l'échelon régional puisse parfois mener à une action de portée encore plus vaste. La planification du développement dans un cadre régional permettra des consultations au stade initial, de sorte que l'on pourra créer des industries régionales, les divers pays évitant de se lancer séparément dans une industrialisation coûteuse motivée uniquement par des raisons de prestige.

10. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement dont la réunion est envisagée permettra peut-être de réaliser un minimum de coordination entre les deux principaux aspects de l'action internationale, à savoir le commerce et l'assistance. Cependant, son objectif doit être non pas de parvenir à une plus grande liberté des échanges commerciaux, mais plutôt d'adapter les "règles" traditionnelles à l'évolution de l'économie mondiale et d'élaborer un ensemble de principes propres à favoriser l'expansion équilibrée du commerce mondial. Cette conférence ne pourra toutefois marquer de progrès sensibles que si elle est suffisamment préparée et si les grandes puissances en souhaitent sincèrement le succès.

11. M. RAMAHOLIMIHASO (Madagascar) dit que les pays ayant récemment accédé à l'indépendance mesurent avec une profonde inquiétude le long chemin qu'ils ont à parcourir pour asseoir leur indépendance politique sur des bases économiques saines.

12. Il est heureux que l'ONU ait reconnu la nécessité d'aider les pays en voie de développement et de leur fournir les moyens d'élever leur niveau de vie. L'écart qui sépare actuellement ces pays des nations industrialisées constitue une menace à la paix du monde. C'est pourquoi la délégation malgache se félicite des propositions constructives dont la Commission est saisie, et notamment de celles qui ont trait à la Décennie des Nations Unies pour le développement et aux conséquences économiques et sociales du désarmement.

13. Madagascar doit faire face à deux problèmes essentiels: d'une part, un taux élevé d'accroissement démographique et, d'autre part, une conjoncture économique défavorable marquée par la stagnation des exportations de produits primaires. Ce pays enregistre aussi une baisse constante de la valeur réelle des exportations due au fait que les termes de l'échange sont défavorables aux pays sous-développés, ce qui contribue encore à réduire leurs maigres ressources et à ralentir leur taux de croissance. Pour remédier à cette situation, le gouvernement dispose de moyens internes et externes. Au nombre des premiers figurent la volonté des habitants d'accéder à un niveau de vie plus élevé et l'utilisation plus rationnelle des ressources du pays grâce à l'industrialisation, notamment à la création d'une industrie légère qui, de l'avis du Gouvernement malgache, devrait constituer la première étape dans la lutte contre le sous-développement, la fabrication locale de certains des articles les plus importants actuellement importés ayant pour résultat immédiat d'améliorer la balance commerciale et de créer des emplois. L'effet multiplicateur des investissements sur le revenu, plus accusé dans l'industrie légère que dans l'industrie lourde, sera bientôt ressenti par toutes les couches de la population. A cet égard, le Gouvernement malgache compte beaucoup sur l'action des coopératives.

14. En ce qui concerne les moyens externes, le gouvernement coopère activement avec les Etats africains et d'autres Etats amis, notamment la France et les pays membres de la Communauté économique européenne. Madagascar fait partie de l'Association africaine et malgache de coopération et de développement économiques, dont le but est de rechercher les moyens d'éviter que les Etats membres ne se livrent à une concurrence désordonnée sur les marchés mondiaux. En tant que membre associé de la Communauté économique européenne, ce pays est uni aux autres membres par une philosophie commune et estime que le commerce avec l'extérieur constitue, pour les pays sous-développés, le meilleur moyen de se procurer les fonds dont ils ont besoin pour acheter les biens d'équipement nécessaires à leur développement économique. Le marché étant libre, la concurrence est forte et les risques de surproduction sont élevés. On a imposé des mesures de contingentement dont la rigueur s'accroît. Il en résulte une très grande sensibilité des cours mondiaux. C'est pourquoi, en accord avec la Communauté économique européenne, Madagascar estime que le régime de libre concurrence sans limitation ne peut mener qu'à la baisse des prix et, par voie de conséquence, à la diminution des revenus des pays producteurs. Ce pays pense aussi que, dans un monde en voie de développement, il serait injuste de refuser aux agriculteurs africains et malgaches les garanties dont bénéficient ceux des pays riches. Les pays socialistes ont résolu ce problème d'une façon différente.

15. Madagascar est également d'avis qu'en l'absence de mécanismes de stabilisation et de soutien des échanges et des prix les revenus se maintiendraient à un niveau socialement inacceptable. C'est pourquoi la Communauté économique européenne se consacre à l'expansion des économies des pays en voie de développement d'Europe et d'Afrique tout comme l'Organisation des Nations Unies se consacre au développement mondial. Si l'on atteint l'objectif de la Décennie des Nations Unies pour le développement, qui est d'aboutir à un taux minimum de croissance annuelle du revenu national global de 5 p. 100 à la fin de la Décennie, le niveau de vie par habitant aura doublé d'ici 30 ans. Enfin, le Gouvernement malgache entend entretenir des relations économiques avec tous les pays du monde.

16. Pour les nouveaux Membres, la contribution que l'ONU apporte dans le secteur économique est tout aussi importante que celle qu'elle leur fournit dans le domaine politique en vue de renforcer et de préserver leur souveraineté. Le Gouvernement malgache s'inspirera, dans l'application de sa politique économique et financière et dans ses activités de planification, de la remarquable analyse des tendances actuelles de l'économie mondiale que le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a faite devant la Commission (795ème séance).

17. M. LEQUERICA (Espagne) fait remarquer que le problème économique général qui retient l'attention de la Commission a été défini comme le grand déséquilibre entre pays riches et pays pauvres. L'Espagne, un de ces pays qui ne sont ni très développés ni sous-développés, rejette cette tentative de mettre à la même enseigne, du point de vue économique, des peuples très différents à tous autres égards. On ne doit pas oublier, en outre, que la pauvreté existait avant la formation des nations;

la pauvreté nationale est simplement plus apparente aujourd'hui, avec la disparition quasi complète du système colonial et l'apparition de nouveaux Etats. La division du monde en pays riches et pays pauvres n'a rien de nouveau: depuis des temps immémoriaux, il existe des régions géographiques où, du fait de l'industrie des habitants, du climat, du génie et de la culture, des richesses se sont accumulées.

18. Après la seconde guerre mondiale, les pays historiquement privilégiés ont reçu, au titre du plan Marshall, une aide maximum pour leurs économies dévastées. D'autres pays qui, comme l'Espagne, n'ont pas été à la pointe du progrès économique doivent accepter le fait dans un esprit réaliste, tirant parti de l'existence d'Etats économiquement puissants et cherchant, par tous les moyens honorables, à améliorer leurs relations avec eux. Il est insensé d'exiger des Etats historiquement privilégiés qu'ils se reconnaissent l'obligation de partager leurs possessions et de venir grossir les rangs des pauvres, surtout si l'on considère que les richesses des pays développés ont été intelligemment et humainement redistribuées aux masses dans le cadre des sages politiques sociales. Cette accumulation de richesses profite indéniablement à l'ensemble du monde; les moins fortunés doivent en tirer parti pour écouler leurs exportations, car, comme l'a dit le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales, la simple existence d'une conjoncture d'expansion facilite l'adoption de nouvelles politiques commerciales. D'autre part, les nations ne peuvent vivre uniquement de l'aide d'autres pays économiquement plus puissants; elles doivent travailler intelligemment à l'utilisation de toutes les sources nationales de richesses.

19. Les vicissitudes économiques des quelques dernières années, qu'expose le rapport du Conseil économique et social (A/5203), montrent le souci des pays sous-développés d'assurer leur croissance économique, de connaître un minimum de stabilité de leurs recettes en devises et de disposer d'une organisation financière internationale qui les aide à satisfaire leurs besoins d'expansion économique. Pour la stabilité des gains en devises, un progrès considérable a déjà été accompli avec la conclusion de l'Accord international sur le café. De nombreuses nations sont entièrement tributaires d'un ou de deux produits primaires et la meilleure administration, la meilleure politique de développement économique sont sans effet si les recettes d'exportation diminuent en raison de fluctuations des cours échappant à tout contrôle des pays en question. C'est pourquoi les diverses méthodes possibles de stabilisation des recettes d'exportations, au moyen de fonds spéciaux, méritent une attention particulière. Un dispositif spécial permettrait de réajuster les balances des paiements et assurerait un répit pendant les périodes défavorables aux exportations; à cet égard, le FMI joue un rôle des plus utiles. La stabilité de la balance des paiements ne constitue pas toutefois une fin en soi; elle est une condition du développement économique soutenu. La balance des paiements traduit la situation financière intérieure, sur laquelle les gouvernements peuvent faire porter leurs efforts.

20. Les pays sous-développés sont trop disséminés pour faire l'objet d'une classification rigoureuse. Aucune formule ne permet de déterminer le capital nécessaire aux pays sous-développés, ni le taux annuel de croissance optimum qu'ils doivent atteindre pour s'élever au niveau des pays indus-

trialisés. Il existe des pays relativement riches, où les ressources naturelles sont peu importantes, et des pays pauvres, où elles sont abondantes et inexploitées. Malgré ces réserves, il faut reconnaître le besoin réel de progrès dans de nombreuses régions, et les pays économiquement puissants doivent, pour des raisons tant morales que politiques, coopérer constamment et efficacement avec les pays moins fortunés. Le fait que l'on s'occupe de répondre à ces besoins est tout à l'honneur de l'humanité. Des méthodes internationales de financement s'établissent peu à peu; maints pays, dont les Etats-Unis, exécutent des programmes d'assistance depuis de nombreuses années. Il est bon de mentionner, à ce propos, que l'ensemble des programmes bilatéraux représente 90 p. 100 de l'assistance totale. De plus, au cours des dernières années, des institutions internationales ont été créées, non seulement pour financer les projets, mais aussi pour coordonner les programmes bilatéraux et multilatéraux. A cet égard, l'œuvre de la Banque, de l'AID, du Fonds spécial, du Fonds de développement de la Communauté économique européenne, ainsi que de la Banque interaméricaine de développement, mérite une mention toute particulière.

21. Depuis plusieurs années, les termes de l'échange sont défavorables aux pays de production primaire. Cette tendance peut être modifiée, non pas par l'aide étrangère, mais seulement par un dispositif de stabilisation des cours assurant aux pays intéressés des recettes d'exportation suffisantes pour maintenir leur taux de développement. Plutôt que de chercher au problème une solution générale, il paraît préférable d'élaborer un ensemble d'accords multilatéraux par produits. Il faut espérer que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sera de cet avis. Cette conférence devra être très soigneusement préparée. On devrait attendre, pour en fixer la date, que le Conseil économique et social, à sa trente-sixième session, ait pu déterminer jusqu'à quel point le Comité préparatoire a rempli sa tâche. Dans les travaux préparatoires, le plus grand rôle possible devrait être dévolu au GATT.

22. Chacun semble convenir que, fermés et discriminatoires, les groupements régionaux peuvent avoir des effets pernicioeux, mais que, dynamiques et tournés vers l'extérieur, ils ne justifient pas la méfiance. Ces groupements, qui assurent l'union de forces géographiques, culturelles, économiques et sociales, devraient avoir une influence bénéfique, à l'instar de la Communauté économique européenne, qui avait pourtant fait l'objet de prévisions pessimistes. La Conférence du Caire sur les problèmes de développement économique a adopté une série de principes à garder à l'esprit lorsqu'on apporte des changements économiques. Il convient également d'avoir égard aux principes directeurs du Traité de Montevideo instituant une zone de libre-échange en Amérique latine, ainsi que de la zone centraméricaine de libre-échange et des divers groupements économiques qui sont en cours d'organisation en Afrique.

23. L'Espagne se trouve à mi-chemin entre les pays industrialisés et les pays non industrialisés. Elle a traversé, depuis la seconde guerre mondiale, des périodes critiques. Lorsque la guerre civile a pris fin en 1939, le pays était appauvri, les réserves d'or — soit plus de 500 millions de dollars qui représentaient les efforts et les sacrifices d'une génération

entière — avaient été envoyées en Russie sans qu'il soit possible de les rapatrier; elles n'ont d'ailleurs pas encore été restituées. A cette époque, les pays engagés dans le conflit mondial se sont trouvés dans l'impossibilité d'accorder une assistance à l'Espagne. Ce pays a dû rebâtir son économie par ses propres moyens. Des sacrifices ont été demandés au peuple espagnol, mais les pouvoirs publics ont appliqué une politique d'industrialisation et de développement qui porte aujourd'hui ses fruits. L'aide américaine a débuté en 1950. Au cours des années suivantes, le Congrès des Etats-Unis a consenti de nouveau à l'Espagne d'importants crédits, tandis que l'Export-Import Bank lui accordait également une aide appréciable.

24. Jusqu'en 1959, l'inflation a sévi, mais l'aide du FMI et de l'Organisation européenne de coopération économique a permis l'établissement d'un plan de stabilisation qui a eu des résultats surprenants. La hausse du coût de la vie a été enrayée, et la balance des paiements améliorée. En trois ans, les exportations ont augmenté de 60 p. 100 et les recettes en devises ont doublé. Après la stabilisation, l'Espagne a sollicité l'aide de la Banque dans l'élaboration d'un plan de développement économique qui a été publié en octobre 1962. Ce plan a pour but d'atteindre un taux annuel de croissance économique de 5 p. 100 par habitant. Bien qu'il soit encore trop tôt pour fournir des statistiques, tout permet de penser que le plan donnera des résultats satisfaisants. L'amélioration de la situation économique de l'Espagne a eu sur d'autres pays des répercussions favorables. Elle a été décrite dans d'importantes publications telles que l'*Economist* de Londres.

25. M. NAHAPPAN (Fédération de Malaisie) dit que la nécessité urgente d'accélérer le progrès économique et social des pays en voie de développement est universellement reconnue à l'Organisation des Nations Unies. Des mesures précises ont été prises et d'autres sont envisagées pour atteindre ce but. L'objectif final est de combler l'écart entre les niveaux de vie des pays en voie de développement et ceux des pays avancés.

26. La Décennie des Nations Unies pour le développement représente une audacieuse conception de la coopération internationale dirigée contre la faim, la pauvreté, la maladie et l'ignorance. Elle mérite l'appui universel. Toutes les parties en cause — Nations Unies, pays en voie de développement, et pays plus avancés — doivent y jouer avec bonne volonté le rôle qui leur revient. Les pays ayant des caractères économiques communs peuvent utilement former des groupements régionaux si ceux-ci sont de tendances libérales et tournés vers l'extérieur. En 1959, la Fédération de Malaisie a adhéré à l'Association de l'Asie du Sud-Est, comprenant les Philippines, la Thaïlande et la Malaisie. On espère que l'Association assurera une plus étroite coopération entre ces pays et qu'elle donnera un essor supplémentaire à leur développement économique.

27. La Déclaration du Caire des pays en voie de développement (A/5162) est un instrument extrêmement utile. Tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies devraient appuyer ses principes. Elle met en relief les difficultés qui entravent l'expansion du commerce international et décrit

les obstacles qui confrontent à cet égard les pays en voie de développement, par exemple la détérioration des termes de l'échange et le besoin toujours croissant de marchés plus importants pour leurs articles manufacturés et semi-finis. Ces obstacles devront être levés si l'on veut atteindre l'objectif minimum de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Surtout, il faut que les pays développés comprennent les difficultés des pays en voie de développement. Les deux types de pays sont interdépendants et doivent aborder le problème du développement économique dans un esprit de coopération. La Fédération de Malaisie, quant à elle, s'est fixé pour but d'édifier une économie saine en développant de son mieux ses échanges internationaux.

28. La Fédération de Malaisie est un pays économiquement stable où le revenu annuel par habitant est d'environ 260 dollars. En 1960, elle a achevé l'exécution d'un plan quinquennal et en a commencé un nouveau en 1961. Ce dernier vise à développer l'agriculture, accroître l'offre d'emploi, élever la production par habitant, diversifier la production et améliorer les services sociaux. Son exécution coûtera environ 1 milliard 700 millions de dollars, grâce auxquels on espère accroître le produit national brut de 12 p. 100 en 1960 jusqu'à 18 p. 100 en 1965. L'objectif essentiel est de réaliser la prospérité matérielle en conservant des institutions démocratiques et la liberté spirituelle.

29. Il importe de donner des solutions rapides aux problèmes vitaux des pays sous-développés. Le moment est venu de passer des idées à l'action: par exemple, la Commission devrait envisager de créer un stock international de certains produits primaires, ce qui pourrait contribuer à contrebalancer les fluctuations des cours de ces produits. Une telle mesure pourrait être utile si ses objectifs étaient clairement définis, si tous les pays producteurs et consommateurs importants y participaient et si le système était placé sous le contrôle d'un organe des Nations Unies.

30. La délégation malaise appuie le projet de convoquer une Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Cette conférence ne devra pas se livrer à de stériles exhortations ni à une politique de guerre froide, mais adopter une attitude libre et franche. Elle devra se fixer uniquement pour but d'améliorer le sort de l'humanité par le développement du commerce et par des mesures d'aide. Une préparation méticuleuse s'impose. Les pays en voie de développement devront être convenablement représentés au Comité préparatoire, dont le nombre des membres semble devoir être limité à 30. Un climat satisfaisant de coopération demande que l'on exclue exigences et mendicité. La Conférence devra envisager des mesures en vue de stabiliser les cours des produits primaires et de redresser les termes de l'échange des pays en voie de développement, d'ouvrir dans les pays industrialisés des marchés pour les produits des pays en voie de développement, d'enrayer la tendance des pays à constituer des groupements aux dépens d'autres pays, et de favoriser la libéralisation des échanges internationaux. La Conférence devrait avoir lieu le plus tôt possible.

La séance est levée à 12 h 55.